



DIRECTION DE L'ATTRACTIVITE ET DE L'EMPLOI

Sous-Direction des Entreprises, de l'Innovation et de l'Enseignement Supérieur
Bureau des Événements et Expérimentations

APPEL À PROPOSITIONS

Offre d'un stand « glacier »

**sur le site de Paris Plages - Parc des Rives de Seine / Rive
droite**

(4^{ème} arrondissement)

Sommaire

1	Contexte de l'appel à propositions	3
2	Objet de l'appel à propositions	3
3	Conditions générales de l'occupation du domaine public.....	4
3.1	Régime de l'occupation du domaine public.....	4
3.2	Obligations générales liées au régime de l'occupation du domaine public	5
3.2.1	Entretien des espaces mis à disposition	5
3.2.2	Occupation du site	5
3.2.3	Respect des règles en matière de publicité.....	5
3.2.4	Développement durable.....	6
3.2.5	Respect des règles sanitaires	6
3.2.6	Respect des règles de droit du travail	6
3.3	Obligations financières.....	6
3.3.1	Redevance.....	6
3.3.2	Assurances	6
3.3.3	Impôts, taxes et contributions	7
3.4	L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public.....	7
3.4.1	Prescriptions à respecter	7
3.4.2	Contestation.....	7
4	Organisation de la consultation	7
4.1	Présentation des candidatures et propositions.....	7
4.2	Traitement de données personnelles.....	7
4.3	Questions.....	8
4.4	Éléments du dossier de candidature : les pièces à fournir	8
4.5	Critères de sélection des candidatures.....	8
4.6	Annexes.....	9

Appel à propositions pour l'exploitation d'un stand glacier sur le site de Paris Plages 2022

1 Contexte de l'appel à propositions

Les structures souhaitant proposer une activité de glacier sur le site de la rive droite du Parc des Rives de Seine pour l'édition 2022 de Paris Plages sont invitées à déposer leur dossier de candidature au plus tard le 10 juin 2022 à 12h.

Chaque été depuis 2002, **Paris Plages**, manifestation populaire et festive, est menée par la Ville de Paris sur les voies sur berges de la Seine, la place de l'Hôtel de Ville ainsi que sur le bassin de la Villette (depuis 2007).

Ces sites accueillent entre autres des activités ludiques et sportives, des plages reconstituées, des palmiers pour l'agrément des Franciliens, des Parisiens et des touristes. De nombreuses animations sont proposées à titre gratuit, à destination de tous ceux qui sont à Paris le temps de l'été.

L'appel à propositions a pour objet de recueillir les dossiers de candidatures des structures souhaitant proposer une **activité temporaire de type glacier sur le site de la rive droite du Parc des Rives de Seine pour l'édition 2022** (cf. annexe plan indicatif Rives de Seine 2022 Rive Droite). Il est attendu de la part des candidats qu'ils formulent une proposition qui s'adresse au plus grand nombre et qui garantisse l'aspect populaire de la manifestation. Cette activité sera située sur le quai en bas de la rampe Lobau et devra s'inscrire dans la thématique estivale de la manifestation en **proposant des glaces artisanales à emporter.**

2 Objet de l'appel à propositions

La Ville de Paris lance un appel à propositions destiné à présenter une offre de glaces artisanales à emporter dans le cadre de l'opération Paris Plages qui se tiendra du 9 juillet au 21 août 2022 sur la rive droite du Parc Rives de Seine, de 11 heures à 23 heures.

En raison de l'application du plan Vigipirate sur l'ensemble du territoire, les horaires sont donnés à titre indicatif et sont susceptibles d'être modifiés à la demande de la Préfecture de Police.

Toute fermeture anticipée à l'initiative du bénéficiaire devra faire l'objet d'un accord de la Ville de Paris. Toute fermeture à la demande de la Ville ou de la Préfecture de Police doit être impérativement respectée et le bénéficiaire ne pourra prétendre à aucune indemnité en raison de cette fermeture.

La vente de boissons et autres produits de restauration n'est pas autorisée.

Le présent appel à propositions a pour objet exclusif la délivrance d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public municipal pour l'organisation de cette activité commerciale.

L'espace mis temporairement à disposition de l'occupant dans le cadre de la future autorisation sera exclusivement affecté à cette activité.

3 Conditions générales de l'occupation du domaine public

Description des espaces publics mis à disposition de l'occupant et modalités d'occupation du site.

La Ville de Paris met à disposition de l'occupant :

- un container d'une dimension de 2,35 m x 4 m d'ouverture + hauteur 2,25 m ouvert, 2 parasols (que l'occupant devra rentrer et sortir chaque jour), et un habillage esthétique de la façade. Une puissance électrique de 32A sera disponible.
- une réserve fermée (cadenas à code).
- un évier à pédale et une arrivée d'eau + une évacuation vers une cuve de 1000 litres vidangée toutes les nuits.
- deux conteneurs à déchet 660 litres (1 jaune + 1 ménager) collectés toutes les nuits.

L'occupant pourra y stocker son matériel durant la nuit pendant la durée de la manifestation.

Il sera procédé à un inventaire exhaustif contradictoire des équipements fournis par la Ville de Paris, en présence de l'occupant le 8 juillet 2022 et lors de leur restitution, à la fin de l'opération, le 22 août 2022. L'occupant s'engage à prendre à sa charge les coûts de remise en état des équipements détériorés.

Aucuns travaux d'aménagement ou d'ajout ne pourront y être réalisés sans l'accord préalable de la régie de Paris Plages.

Le bénéficiaire doit s'assurer de l'installation et du bon fonctionnement de ses appareils électriques. L'usage du gaz est formellement interdit. Une vérification des installations électriques sera assurée avant l'ouverture de Paris Plages par le prestataire mandaté par la Ville de Paris. Le bénéficiaire devra se conformer à toutes les observations qui pourraient être formulées.

Le site étant ouvert au public 24h/24 et 7j/7, il appartient au bénéficiaire de veiller à sécuriser ses équipements, et à ne pas laisser d'argent ou tout objet de valeur sur site après la fermeture ; les caisses, notamment, doivent être vides.

Pour ses livraisons, le bénéficiaire respectera les accès et les horaires convenus avec la Régie Paris-Plages. Le véhicule de livraison ne devra stationner que pendant le temps de la livraison.

3.1 Régime de l'occupation du domaine public

L'espace mis à disposition appartient au domaine public de la Ville de Paris. Par conséquent, une autorisation d'occupation temporaire du domaine public sera délivrée à l'issue de la présente consultation.

Celui-ci disposera du droit d'exploiter, à titre privatif, temporaire et précaire, l'emplacement mis à disposition exclusivement pour l'installation de l'activité commerciale décrite dans son projet, à l'exclusion de toute autre structure destinée à la vente ou à la consommation.

Le Parc Rives de Seine étant situé en zone de Plan de Prévention des Risques d'Inondation toute fermeture à la demande de la Ville de Paris ou de la Préfecture de Police devra être

impérativement respectée. L'occupant ne pourra prétendre à une indemnité du fait de cette fermeture.

L'ensemble des règles d'occupation sera précisé par l'autorisation notifiée à l'occupant ainsi que les prescriptions jointes en annexes. La Ville de Paris se réservera le droit de contrôler le respect de la destination du domaine public.

3.2 Obligations générales liées au régime de l'occupation du domaine public

L'occupant est lié, notamment, par les obligations ci-après énumérées et décrites.

3.2.1 Entretien des espaces mis à disposition

L'occupant prend l'espace mis à disposition dans l'état où il se trouve et décrit dans le constat contradictoire, sans aucun recours possible contre la Ville de Paris et sans que celle-ci puisse être astreinte, pendant toute la durée de l'autorisation, à exécuter des réparations ou travaux.

L'occupant s'engage à maintenir et à rendre l'espace mis à disposition dans le plus parfait état d'entretien et de propreté ainsi qu'à prendre toutes les mesures nécessaires pour gérer ses propres déchets ainsi que ceux éventuellement générés par ses clients autour de son activité. Des poubelles seront installées par la Ville de Paris sur le site pour recueillir les déchets.

Tout dommage éventuel causé par l'occupant au patrimoine et domaine municipal, qui serait constaté par les services de la Ville de Paris, fera l'objet d'une remise en l'état initial par celle-ci, aux frais de l'occupant fautif.

Les candidats décriront dans leur proposition les mesures qu'ils prennent pour maintenir les conditions de propreté des espaces mis à disposition (moyens humains, techniques...).

3.2.2 Occupation du site

Il appartient à l'occupant de veiller au bon déroulement de son activité commerciale pendant toute la durée d'exploitation du site, selon les plages horaires définies. Il devra se conformer aux prescriptions en vigueur pour les manifestations sur l'espace public, notamment, le cas échéant, celles permettant le respect des dispositions en vigueur à la période considérée pour faire face à l'épidémie de COVID 19.

Les consommateurs ne devront pas stationner ni s'asseoir à côté de l'occupant.

Les candidats décriront les modalités pratiques qu'ils comptent mettre en place pour permettre l'exploitation du site, notamment les moyens humains mobilisés pour répondre aux périodes d'affluence.

3.2.3 Respect des règles en matière de publicité

Conformément au règlement local de publicité, aucun marquage ni affichage publicitaire n'est autorisé y compris en ce qui concerne les réceptacles à déchets et les armoires réfrigérantes. Aucun matériel publicitaire de type parasols, bouteilles géantes, etc. ne sera admis.

3.2.4 Développement durable

L'occupant veillera à inscrire ses activités sur le domaine public mis à disposition dans une perspective de développement durable (cf. annexe charte pour des événements écoresponsables à Paris).

Soucieuse de lutter contre le dérèglement climatique, la Ville de Paris souhaite que les occupants du domaine public municipal puissent incarner des pratiques respectueuses de l'environnement, et notamment sur l'ambition zéro plastique à usage unique portée par la Ville de Paris dans le cadre de l'accueil des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024.

Aussi, l'occupant devra proposer une offre de glace sans plastique à usage unique.

L'occupant veillera également à installer des cendriers à disposition des fumeurs et à communiquer sur la pollution engendrée par les mégots (un mégot pollue jusqu'à 500 litres d'eau).

Pour accompagner le candidat et l'aider à atteindre cet objectif, le guide filière «alimentation» pour sortir du plastique à usage unique est également joint (annexe). Un accompagnement par le réseau « Sortie du Plastique à Usage Unique », qui rassemble plus de 900 acteurs privés (cafés, hôtels, restaurants, commerçants) est possible (sessions de mentoring, webinars, conseils, audits qualité).

3.2.5 Respect des règles sanitaires

La qualité sanitaire des produits devra faire l'objet de toutes les garanties ou certifications requises. En cas de contrôle, l'occupant devra produire les justificatifs adéquats et reste responsable des éventuelles suites données.

3.2.6 Respect des règles de droit du travail

L'occupant est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions du travail.

3.3 Obligations financières

3.3.1 Redevance

L'occupation temporaire du domaine public municipal sera consentie en contrepartie du versement d'une redevance conformément au tarif fixé par l'arrêté relatif aux redevances applicables aux activités commerciales organisées à titre temporaire sur le domaine public municipal du Parc des Rives de Seine-Rive droite durant l'événement Paris Plage, soit 4,91 € par m² et par jour.

A la redevance d'occupation du domaine public, il convient d'ajouter une taxe de déblaiement qui sera égale 1,14 € par m² payable le dernier jour d'occupation.

La Ville ne versera aucune subvention à l'occupant.

3.3.2 Assurances

L'occupant doit contracter toutes les assurances nécessaires à l'exercice de son activité sur le domaine public et à la garantie des espaces qui lui seront mis à disposition par la Ville de Paris.

3.3.3 Impôts, taxes et contributions

L'occupant supporte seul toutes les contributions, taxes et impôts de toute nature afférents à l'organisation et à la gestion de son activité.

3.4 L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public

3.4.1 Prescriptions à respecter

Des prescriptions relatives à l'occupation du domaine public seront jointes à l'autorisation pour en préciser les conditions.

3.4.2 Contestation

Les contestations qui pourraient s'élever entre l'occupant et la Ville de Paris au sujet de l'application des prescriptions attachées à l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Paris. À l'expiration de l'autorisation, l'occupant ne bénéficiera d'aucun droit à son renouvellement.

4 Organisation de la consultation

4.1 Présentation des candidatures et propositions

Les candidats sont invités à fournir leur dossier de candidature, rédigé en langue française, comprenant une déclaration de candidature et leurs propositions concernant l'occupation temporaire des espaces mis à leur disposition, conformément à la partie 4 du présent appel à propositions et au regard des critères énoncés au 4.5 par voie électronique à l'adresse mail : dae-bee@paris.fr

Le dossier devra parvenir à l'adresse ci-dessus au plus tard le 10 juin 2022 à 12 heures. Seuls les dossiers reçus avant la date et l'heure limites de dépôt fixées ci-dessus seront examinés. Les dossiers remis après la date et l'heure limites de dépôt seront retournés aux candidats, sans avoir été ouverts.

4.2 Traitement de données personnelles

En communiquant leurs données personnelles dans le cadre de l'appel à propositions, les candidats acceptent d'être contactés exclusivement dans ce cadre par la Ville de Paris (annexe). Les données personnelles ne feront l'objet d'aucune autre utilisation ultérieure.

Les données sont collectées par le Bureau des Événements et Expérimentations.

Elles seront conservées pour une durée de 1 an.

Les candidats sont informés qu'ils peuvent exercer leur droit d'accès, de modification, et de suppression auprès du Bureau des Événements et Expérimentations (dae-bee@paris.fr - 8 rue de Cîteaux 75012 Paris).

4.3 Questions

Toute question pourra être posée à la Direction de l'Attractivité et de l'Emploi, par courriel à l'adresse suivante : dae-bee@paris.fr au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des propositions.

4.4 Éléments du dossier de candidature : les pièces à fournir

Le candidat fournira une déclaration de candidature comprenant obligatoirement :

- une fiche descriptive indiquant sa dénomination, sa forme juridique, son siège social ;
- la liste des dirigeants et/ou des personnes ayant qualité pour engager le candidat ;
- les statuts de l'association et le certificat de dépôt en Préfecture si le candidat est une association ;
- un extrait K-bis du Registre du Commerce et des Sociétés en cours de validité si le candidat est une société ;
- les références, qualifications ou expériences attestant de la capacité à gérer l'exploitation d'une activité de glacier (annexe 1) ;
- l'effectif du personnel formé et présent sur le stand (annexe 1) ;
- la qualité et l'origine des ingrédients et des produits finaux vendus (annexe 1) ;
- la grille tarifaire des produits (annexe 1) ;
- les actions de solidarité (annexe 1) ;
- le formulaire de consentement (annexe 5) ;
- un courrier d'intention motivé (3 pages maximum) pourra être joint en complément du dossier de candidature ainsi que tout autre document jugé utile par le candidat.

4.5 Critères de sélection des candidatures

Les dossiers seront analysés en fonction des critères suivants :

- Qualité des produits vendus et origine des ingrédients (artisanaux, biologiques, labellisés, locaux). Le « fait maison » ainsi que les circuits courts de proximité seront valorisés. (5 points).
- Qualité environnementale du projet- Le respect par le candidat de l'interdiction du plastique à usage unique (5 points).
- Qualité du projet présenté : effectif déployé pour la gestion du stand de glaces, dispositif de solidarité, expérience et références de l'occupant (5 points).
- prix des produits vendus (5 points).

Il est précisé que la Ville n'est tenue par aucun délai pour la désignation des titulaires de ou des autorisations et qu'elle se réserve, en outre, le droit de ne pas donner suite à la consultation. Aucune indemnisation ne sera versée aux candidats, quelle que soit la suite donnée à leur proposition.

La Ville se réserve le droit de ne pas attribuer d'emplacement

4.6 Annexes

- Annexe 1 - Fiche candidat glacier
- Annexe 2 - Plan indicatif Rives de Seine / Rive Droite
- Annexe 3 - Charte pour des événements écoresponsables à Paris
- Annexe 4 - Guide filière « alimentation » pour sortir du plastique à usage unique
- Annexe 5 - Formulaire de consentement
- Annexe 6 - Le conteneur en 2021